

STOP TTIP

Défendre la démocratie!

European United Left • Nordic Green Left



EUROPEAN PARLIAMENTARY GROUP

GUE/NGL

www.guengl.eu





Membres GUE/NGL de la commission du commerce international du Parlement européen:

Helmut Scholz - Membre (C)
Eleonora Forenza - Membre
Anne-Marie Mineur - Membre

Stelios Kouloglou - Suppléant
Patrick Le Hyaric - Suppléant
Lola Sánchez Caldentey - Suppléant

Le TTIP, c'est quoi ?

Depuis juin 2013, les représentants de la Commission européenne et leurs homologues américains négocient un accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis intitulé "Partenariat transatlantique de commerce et d'investissements" (PTCI ou TTIP en anglais). L'objectif est de créer, avec l'aval des gouvernements des 28 États membres de l'Union, la plus grande zone de libre-échange et d'investissements jamais envisagée entre les deux premiers blocs commerciaux du monde en abaissant les barrières tarifaires, en nivellant les normes, et en supprimant les "obstacles réglementaires".

Les députés du groupe GUE/NGL, de même que d'autres parlementaires progressistes et les mouvements sociaux européens, tirent la sonnette d'alarme sur ce qu'est le TTIP: un des accords commerciaux les plus dangereux de l'histoire de l'Europe, qui affecterait le quotidien de tous les citoyens et les citoyennes.

D'après ses défenseurs, le TTIP apporterait la croissance économique de part et d'autre de l'Atlantique. Mais ces belles paroles cachent une réalité bien différente. Les citoyens ne doivent pas s'attendre à de réels avantages économiques, mais bien à des coûts sociaux élevés. Selon l'évaluation de l'impact sur le développement durable réalisée par la Commission elle-même, un million de postes de travail devront être délocalisés. D'autres économistes affirment qu'une délocalisation des emplois à une si grande échelle au sein de l'Union est impossible et qu'elle se traduira par des taux de chômage élevés et une pression accrue sur les budgets publics en raison des coûts sociaux qui y sont associés. Avec le TTIP, les États éprouveront davantage de difficultés à réglementer les marchés dans l'intérêt des citoyens, les droits des travailleurs seront mis à l'épreuve et les protections environnementales, sociales et relatives à la sécurité seront réduites par le mécanisme de la "coopération réglementaire".

Le TTIP est également une grave atteinte à la démocratie - et pas uniquement à cause de l'opacité complète qui entourent ces négociations. L'entrée en vigueur de l'accord donnerait lieu à un glissement de pouvoir considérable, qui passerait davantage encore des mains des représentants élus à celles des technocrates et des entreprises transnationales. En effet, celles-ci seraient à même de contester les réglementations qui peuvent limiter leurs profits, en dehors de nos systèmes judiciaires constitutionnels, et en passant à côté des procédures démocratiques.

Protégeons les réussites en matière de réglementation. Non à la reconnaissance mutuelle des normes!

Le TTIP est une déréglementation détournée, car il privilégiera les objectifs lucratifs des sociétés transnationales au détriment des droits des travailleurs, des normes sociales, des protections environnementales ainsi que des réglementations relatives aux organismes génétiquement modifiés (OGM), aux produits chimiques, à la vie privée et à la sécurité.

La “reconnaissance mutuelle des normes” entre l’Union européenne et les États-Unis ce sont des mots qui sonnent bien, mais en réalité, les règles seront édulcorées et réduites au plus petit dénominateur. Ce nivellement par le bas s’avère le plus préoccupant dans l’industrie alimentaire; les États membres de l’Union devraient reconnaître les normes américaines nettement moins strictes en matière de production de denrées alimentaires. L’approche européenne d’étiquetage “de la ferme à l’assiette”, qui vise à permettre aux clients de contrôler les produits qu’ils mangent, est inexistante aux États-Unis. Tandis qu’en Europe les entreprises doivent attester de la sécurité de leurs produits avant de pouvoir les commercialiser, aux États-Unis ce sont les autorités qui doivent prouver le caractère dangereux d’un produit avant de pouvoir l’écarter.

Les services publics sont également être menacés, car le TTIP cherche à ouvrir les marchés des services pour permettre aux entreprises d’investir plus facilement. Le TTIP représente donc une menace directe pour les services de santé publics, l’éducation, les services culturels, l’eau, l’énergie, les transports et les services sociaux.

Les normes européennes relatives à la protection des données à caractère personnel pourraient se voir réduites au faible niveau de protection en vigueur aux États-Unis. Aux yeux de Washington, les données sont des biens commercialisables. Elles sont même le fond de commerce de certaines des plus grandes entreprises américaines. Le TTIP laisserait les sociétés privées porter atteinte à la vie privée des citoyens en ayant accès à leurs données à caractère personnel et en les commercialisant.

La coopération réglementaire entre l’Union et les États-Unis implique que la Commission européenne devra obtenir le feu vert des représentants américains avant de présenter une proposition législative et vice-versa. Avec elle, les groupes économiques auraient bien plus de pouvoir de pression pour bloquer toute législation qui à leurs yeux nuirait au commerce et à l’investissement. et ceci bien avant que les représentants élus n’aient l’occasion de donner leur avis. Toute proposition législative future devrait passer par un filtre, et faire obligatoirement l’objet d’une analyse d’impact qui montrerait ses répercussions sur le commerce et l’investissement.

Les clauses de protection des investissements font passer le profit avant les personnes!

L'existence d'une clause de protection des investissements dans le TTIP signifie que les multinationales peuvent assigner un pays en justice si elles considèrent que leurs bénéfices futurs seront affectés par une législation existante ou à venir.

Conçus à l'origine pour les accords entre l'Allemagne et les pays en développement, les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE ou ISDS en anglais) sont devenus une aubaine qui rapporte des milliards de dollars aux cabinets d'avocats spécialisés dans la poursuite en justice des gouvernements. En permettant aux entreprises de contester les lois destinées à protéger les citoyens, ils affaiblissent la capacité des États souverains et des autorités publiques à adopter et mettre en œuvre des lois et des réglementations visant à protéger l'intérêt public. Les entreprises peuvent prétendre que les mesures prises par un gouvernement entraînent une baisse des profits escomptés de leurs produits ou qu'elles portent atteinte à leurs droits de propriété intellectuelle.

L'idée selon laquelle les sociétés peuvent assigner les gouvernements souverains auprès des tribunaux spéciaux si la réglementation nuit à leurs intérêts représente une menace pour la démocratie et pour les finances publiques.

Alors que la quasi totalité des 150 000 personnes qui ont participé au processus de consultation sur le RDIE organisé par la Commission ont manifesté leur désaccord à l'égard de celui-ci, la Commission a l'intention de l'inclure malgré tout, sous une forme légèrement modifiée.





Pas de transparence, ni de contrôle citoyen

Au début tous les textes de négociation du TTIP étaient secrets et échappaient à tout contrôle citoyen. Vu le mécontentement du public, la Commission a été contrainte de publier les textes reprenant les offres de l'UE. Toutefois, les offres des États-Unis restent secrets, tout comme les textes reprenant les textes qui font l'objet d'un accord entre les deux parties (textes consolidés). Le public, les journalistes et même la plupart des parlementaires, ne pourront y avoir accès. Comme aujourd'hui, nous connaissons le contenu de ces documents que s'il font l'objet d'une fuite.

Les personnes qui seront le plus lésées par le TTIP n'ont pas voix au chapitre dans les négociations. Les députés du Parlement européen, la seule institution de l'Union européenne dont les membres sont élus au suffrage universel, ainsi que les parlementaires nationaux qui seront sans doute appelés à ratifier cet accord, les journalistes et les citoyens en général doivent avoir accès à l'ensemble des textes, plus important encore, il faut ouvrir des voies pour qu'ils puissent orienter les négociations et influencer leur contenu.

Nous demandons que le processus d'élaboration des politiques commerciales européennes soit ouvert et démocratique, et nous condamnons le fait que la négociation des accords commerciaux, que ce soit avec les États-Unis, le Japon et la Chine, ou encore d'autres négociations majeures en cours, se fassent dans le secret dans des réunions à huis clos entre des représentants non élus qui sont en contact étroit avec les grandes entreprises.

Les citoyens ont le droit d'être informés sur les contenus d'un accord susceptible d'affecter chaque aspect de leur vie quotidienne.

Le groupe GUE/NGL soutient une autre politique commerciale qui:

- rejette ce modèle économique et commercial néolibéral, qui, plutôt que de s'occuper avant tout de l'échange de biens, cherche surtout à éliminer la protection sociale et environnementale pour augmenter sans cesse les profits des sociétés multinationales;
- intègre les critères des Droits fondamentaux et des Droits de l'Homme dans les accords commerciaux de l'Union européenne;
- protège les services publics essentiels face à la libéralisation des échanges;
- respecte la planète et les communautés locales, et cesse de nous rapprocher d'un changement climatique irréversible; et
- place la justice sociale, la démocratie, le développement durable et l'égalité entre les hommes et les femmes au cœur de tout accord commercial.



Pour en savoir plus sur les informations contenues dans cette brochure, veuillez contacter:
paul-emile.dupret@europarl.europa.eu

Le groupe GUE/NGL du Parlement européen se compose de 52 députés du Parlement européen issus de 14 pays, qui œuvrent pour la paix, la solidarité, la justice sociale, l'égalité, la démocratie et les droits de l'homme en Europe et dans le monde.

European United Left • Nordic Green Left



EUROPEAN PARLIAMENTARY GROUP

GUE/NGL

www.guengl.eu

Produit par l'unité communication du groupe
GUE/NGL:
Photos: GUE/NGL
Conception: Charli Aron
© GUE/NGL – Bruxelles 2015
Imprimé sur papier recyclé

Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
Parlement européen
Rue Wiertz 43
1047 Bruxelles
T +32-(0)228-42683